... qui, par le fait, n'a été qu'une gibou-

Il paraît qu'après l'arrestation du président Roques, les mécontents avaient l'intention de se débarrasser également du procureur de la République, mais comme ce dernier avait bec et ongles pour se défendre, on crut devoir s'adresser à Tonnars. Afin de légaliser l'opération, pour arriver plus facilement au but, on n'hésita pas à télégraphier que, si on ne changeait pas ce magistrat, on ne répondait pas de la tranquillité publique; mais M. Crémieux, peu convaincu ou mieux renseigné, répondit que lorsqu'on ne se sentait pas la force de maintenir l'ordre, on devait céder sa place à de plus capables.

Ce n'était pas encourageant; on parla de démissionner et de manifestations pour s'y opposer. Les démissions ont eu lieu et la manifestation a fait un fiasco ridicule, malgré ou peut-être à cause de l'appel exagéré publié par le comité central révolutionnaire, qui en a été pour ses frais d'affiches. On allait donc se décider à rester, sans se douter que le gouvernement ayant pris la chose au sérieux s'était empressé de remplacer ceux qui avaient manifesté le désir de partir, et le 9, à cinq heures du soir, une dépêche électrique a annoncé la double nomination de M. Secourgeon, ancien médecin en chef des armées, à la préfecture du Var, et de M. Hallo, avoué à Aix, à la sous-préfecture de Toulon, poste qu'il avait déjà occupé avec distinction en 1848.

Notre conseil municipal, n'écouter plus que ses sympathies, a donné sa démission afin de protester contre des nominations faites complètement en dehors de ses coteries de clocher.

On dit que le général von der Tann, par une dernière fantaisie, est allé prendre congé de la municipalité d'Orléans, avant de quitter la ville, et qu'il s'est contenté de dire à ces messieurs:

« Nous nous abstenons pour deux ou trois jours, mais soyez tranquilles, nous reviendrons!

Les villages de Bacon et de Coulmiers paraissent avoir beaucoup souffert, pendant ces deux jours de combat. Plusieurs maisons ont été incendiées.

On dit qu'en se retirant les Prussiens espérés mettaient eux-mêmes le feu aux maisons et fusilaient les habitants qu'ils rencontraient.

Chronique locale & départementale

On nous adresse les deux lettres suivantes:

Monsieur le rédacteur du Journal de Roubaix.

Je lis dans votre numéro d'hier un sommaire de la séance de la commission municipale tenue le 8 courant, rédigé d'une manière aussi insolite que peu compréhensible. Il semblerait, d'après la disposition de ce compte-rendu que 7 membres contre 12 s'opposaient au subsidé de 50 centimes à accorder à nos mobilisés; il faut le lire attentivement pour comprendre que tous les membres de la commission étaient d'accord sur la question de l'indemnité de 50 centimes et que les opinions représentées au vote par 7 et 12 ne différaient que sur la question du temps à exiger de nos mobilisés.

J'ai demandé que, pour cette faible rétribution on n'astreignit pas les mobilisés à plus de deux heures d'exercices prises dans les heures de travail et qu'on complât leur instruction, soit dans la soirée, soit dans les jours où comme les dimanches, lundis et mardis, le travail est presque généralement suspendu.

J'ai insisté pour que les lois de l'humanité fussent conciliées avec les devoirs du service, parce que 50 centimes par jour ne pourraient jamais être la compensation de salaire, même le plus réduit, de l'ouvrier encore occupé.

Que Monsieur le secrétaire, si c'est de lui que vous tenez ce sommaire incomplet, s'abstienne désormais de citer des noms jusqu'à ce que le compte-rendu in extenso d'une séance puisse être reproduit. Le public pourra apprécier alors les opinions de ses administrateurs, je regrette de ne pouvoir dire ses éloges, et il verra que dans le cas présent, mon but était qu'un sacrifice exceptionnel, et sans efficacité, s'il n'est partagé par toutes les villes du département, ne fût pas infligé exclusivement à la classe des Travailleurs de Roubaix, dont nous devons ménager les intérêts tout en concourant au salut de la Patrie.

Veuillez agréer, Monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

MOTTE-BOSSUT.
Roubaix, le 16 novembre 1870.

Monsieur le rédacteur,
Dans une lettre que vous publiez ce matin, M. Talon trouve que le sommaire de la séance du 8 novembre que vous avez inséré dans votre N° du 16, n'est ni authentique, ni sincère.

Sur le premier point vous savez que ce procès-verbal émanait et était signé de moi secrétaire de la commission qui suivant M. Talon suis seul autorisé à communiquer aux journaux le résumé de nos séances.

Quant à la sincérité: pour être plus certain de rapporter avec la fidélité la plus absolue ce qui s'est dit et fait dans la séance de la commission, j'ai pris la précaution de communiquer le sommaire incriminé à dix membres du conseil municipal qui en ont discuté tous les dix, s'il le faut, la plus complète exactitude.

M. Talon demande dans quel but ce sommaire a été publié: et bien, nous le lui dirons ce soir à la réunion de la commission municipale où il pourra, vis-à-vis de ceux qui ont entendu la lecture de son rapport et de ses deux conclusions, protester avec plus d'efficacité que vis-à-vis d'un public malheureusement trop peu renseigné sur ce qui se passe dans nos séances.

Veuillez Monsieur le rédacteur, publier cette lettre dans votre plus prochain numéro et agréer l'assurance de ma considération distinguée.

CH. JUNKER.
Secrétaire de la Commission municipale.
Roubaix, 17 novembre 1870.

La publication des comptes-rendus sommaires des séances du Conseil municipal offrent des inconvénients que déjà nous avons signalés. — La discussion qui surgit aujourd'hui en est une nouvelle preuve.

Aussi est-il plus que jamais nécessaire de publier désormais les procès-verbaux complets et signés par tous les membres du Conseil municipal.

La liste des jurés pour 1871, dans le département du Nord, comprendra quinze cents citoyens.

La répartition des jurés, entre les différents cantons de Lille, aura lieu de la manière suivante, savoir: Armentières, 30; La Bassée, 18; Cysnoing, 18; Haubourdin, 30; Lannoy, 30; Lille-Centre, 27; Lille-Nord-Est, 42; Lille-Ouest, 27; Lille-Sud-Est, 27; Lille-Sud-Ouest, 72; Pont-à-Marcq, 18; Quesnoy-sur-Deûle, 21; Roubaix-Est, 54; Roubaix-Ouest, 36; Seclin, 27; Tourcoing-Sud, 42; Tourcoing-Nord, 44.

Par suite d'un arrangement entre l'administration française et l'office de Belgique, le public pourra, à partir du 11 novembre courant, expédier des sommes d'argent aux militaires Français internés en Allemagne par l'intermédiaire de la poste française et de la poste belge et moyennant le simple droit belge de 10 c. par 10 francs ou fraction de 10 francs. Ces fonds seront transmis par la poste française en mandats à l'adresse du percepteur des postes à Bruxelles qui se paiera à lui-même ces mandats et les convertira en titres belges, allemands au profit les ayant-droit, en ne retenant que le droit allemand de 25 centimes par 25 thalers (92 fr. 50) ou fraction de 25 thalers.

Le public n'en continuera pas moins à pouvoir envoyer des secours pécuniaires aux prisonniers de guerre Français en Allemagne, par la voie de Bâle (Suisse) dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Mais comme les frais de réexpédition de Bruxelles présentent, au profit de nos soldats captifs, une économie de 50 p. 0/0 sur les frais de réexpédition de Bâle, les bureaux de poste Français ne dirigeront sur Bâle les envois d'argent dont il s'agit que sur la demande expresse des envoyeurs.

Le général Bourbaki vient de décider la formation dans la 3^e légion de gendarmerie de deux escadrons mobilisés, qui seront composés d'un chef d'escadron commandant.

Chaque escadron se composera d'un capitaine commandant, d'un capitaine en second, d'un lieutenant, de trois sous-lieutenants et de 108 sous-officiers, brigadiers, gendarmes et trompettes.

M. de Courchamp, chef d'escadron, commandant la compagnie de Pas-de-Calais, est nommé chef des deux escadrons.

Hier, à 4 heures, un ballon est passé au-dessus de notre ville.

Nous recevons, probablement, demain nos correspondances particulières de Paris qui nous donneront des informations sur les opérations militaires effectuées ces jours derniers sous les murs de la capitale.

Toutes les nouvelles reçues ce matin d'Amiens, d'Avène, de Cambrai, nous font connaître que les Prussiens ne se sont signalés nulle part aux environs.

Par arrêté du Préfet ont été punis: 1^o de huit jours de détention, deux gardes nationaux mobilisables de Verlinghem, pour injures envers un chef.

2^o de trois jours, des gardes nationaux mobilisables de Fourmies, Wasnes-aubac, Mons-en-Barœul, Saint-Souplet, Douchy et Wervicq-Sud, pour refus persistant de prendre part aux exercices militaires.

Devant le tribunal correctionnel a comparu ce matin M. Ellis, armurier à Paris, auteur involontaire de la mort de M. Vandenen, victime de l'accident arrivé à l'estaminet de Gand. On se rappelle que M. Ellis, essayant une carabine Comblain frappa d'une balle à l'épaule M. Vandenen, assis à une table près de lui.

M. Ellis a été condamné, pour homicide involontaire et par imprudence, à 100 fr. d'amende et 3,000 fr. de dommages-intérêts envers la famille Vandenen qui s'était portée partie civile.

Marché aux grains de ce jour: Hausse moyenne de 1 fr. 33 centimes.

On écrit de Dunkerque: Samedi, vers 6 heures du soir, la mer étant fort houleuse, un coup de vent a jeté à la côte de Mardick le navire Energy, chargé de blé à destination d'Anvers.

Le bâtiment et la cargaison, estimé 25,000 francs, ont péri.

Des épaves un moment abandonnées par l'équipage auraient été enlevées. On procède à une enquête.

COUR D'ASSISES DU NORD.

Audience du 15 novembre.

Les accusés sont: 1^o Jean-Baptiste Vion, né à Roubaix, le 12 août 1838, sans profession; 2^o Henri-Joseph Franchomme, né à Roubaix, le 26 décembre 1846, journalier; 3^o Pierre-Joseph Duhamel, né à Fourcoing, le 13 décembre 1851, journalier; 4^o Jules-Joseph Dulaurier, né à Roubaix, le 2 mars 1843, rattacheur; 5^o Pierre-Jean-Baptiste Smeeters, né à Roubaix, le 9 avril 1853, sans profession; 6^o Edouard-François-Joseph Segard, né à Carnières, le 3 décembre 1851, sans profession, fugitif; 7^o Floris-Joseph Derbaudringhien, né à Wattrelos, le 11 mars 1842, fugitif; tous domiciliés à Roubaix.

Pendant la nuit du 17 au 18 mars 1870, vers minuit, Vion, Franchomme, Smeeters et Derbaudringhien se dirigèrent vers la fabrique de M. Amédée Prouvost, à Roubaix. Aidé par Franchomme qui lui faisait la courte échelle, Smeeters monta sur l'appui d'une fenêtre dont il poussa le châssis à bascule, et passant le bras à l'intérieur, il prit quatre bobines de laine qui furent emportées par ses complices et lui. Vion, Smeeters et Franchomme avouèrent leur participation à ce vol, et dénoncent Derbaudringhien qui est en fuite.

Pendant la nuit du 22 au 23 du même mois, Vion, accompagné de Duhamel et de Ségard, monta à son tour sur l'appui de la même fenêtre, et passant le bras à travers la fenêtre qu'il avait fait basculer, il prenait des bobines de laine qu'il passait à ses complices, puis tous ensemble ils les emportaient en Belgique.

Duhamel et Vion avouent ce vol et dénoncent Ségard qui est en fuite. Pendant la même nuit, Smeeters opérait encore l'escalade de cette même fenêtre et prenait dans l'atelier Prouvost, des bobines qu'il passait à ses complices Franchomme, Derbaudringhien et Dulaurier, puis ils allaient porter le produit de leur vol en Belgique, et ils rencontraient dans un cabaret Duhamel, Vion et Ségard. Smeeters, Dulaurier et Franchomme avouent et dénoncent Derbaudringhien qui est en fuite.

Dans la nuit du 13 au 14 avril 1870, vers minuit, Smeeters et Duhamel, anciens ouvriers du sieur Serrure, fileteur à Roubaix, escaladèrent le mur de la fabrique de celui-ci, à l'endroit où se trouve un robinet d'eau chaude. Ils avaient été aidés pour opérer cette ascension par Franchomme. Descendus dans la cour, ils se dirigèrent vers le bureau dont ils forcèrent la porte, à l'aide d'un morceau de fer recourbé, et s'y introduisirent. Ils prirent sur des balances, des bobines dont ils remplirent un panier et un sac qu'ils firent passer au-dessus du mur. Ces objets furent reçus par Franchomme et Derbaudringhien; qui attendaient de l'autre côté du mur.

Les accusés sont condamnés, savoir: Vion, à dix années de réclusion; Franchomme, à dix années de travaux forcés; Duhamel, à sept années de travaux forcés; Dulaurier, à deux années d'emprisonnement; Smeeters, à cinq ans de travaux forcés.

Défenseurs: M^o Dupont fils, Saint-Quentin, Grimbert et Théry.

L'annonce de l'émission de l'emprunt du département du Nord en obligations de 100 francs doit attirer l'attention non seulement de l'épargne, mais encore des capitalistes et des personnes désireuses d'augmenter leurs revenus tout en restant dans des valeurs de tout repos.

En effet au taux de 80 fr. 3 fr. de revenu représentent environ 4, 0/0

La différence entre 80 fr. 100 fr. prix du remboursement représente un nouveau revenu du 1, 1/8 0/0

en prenant pour base une moyenne de 17 1/2 années.

De plus les chances de primes équivalent à 1/0 0/0

C'est donc un revenu approximatif de 5, 5/8 0/0

pour un placement dont la sécurité ne peut être comparée qu'aux emprunts contractés précédemment par la ville de Lille.

Or, ces dernières émissions se contentent à des prix bien supérieurs et n'offrent pas les mêmes avantages. Sans parler des primes qui sont bien moindres, et des tirages qui ne sont que de deux par an tandis que dans l'emprunt qui nous occupe il y en aura quatre par an pendant les cinq premières années, il n'est pas indifférent de faire observer que le détenteur des titres des emprunts de la ville de Lille 1860 et 1863 cotés jusqu'à ce jour 91 25 n'a en perspective qu'une prime de remboursement de 8 75 contre 20 fr. que lui offre l'emprunt départemental. Se plaçant à un autre point de vue, un détenteur de la ville de Lille, qui réalise ses titres même à 91 fr., peut se remplacer par huit obligations départementales qu'il paie 79 66 bénéficiant de l'escompte.

Nous croyons superflu de faire ressortir la sécurité absolue du placement en raison même de la qualité du débiteur quelles que puissent être la tournure et les conséquences des événements. 451

Dernières nouvelles.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Tours, 17 novembre 1870.

Environ 12,000 Prussiens occupent Dijon.

Les Français ont réoccupé Dreux.

Les Prussiens ont presque complètement investi Mézières.

Munich, 16 novembre.

La correspondance Hoffman dit que, suivant un avis du comte de Bray, on peut s'attendre prochainement à ce que les négociations qui se poursuivent à Versailles aboutiront à un bon résultat.

Carlsruhe, 16 novembre.

On annonce de Versailles à la Gazette de Carlsruhe de ce jour: « On dit que hier le traité sur l'entrée du grand duché de Hesse dans la Confédération de l'Allemagne du Nord a été signé. Le grand duché adhère à la Constitution de la Confédération du Nord, sauf quelques points peu importants qui ont été modifiés.

Amsterdam, 16 novembre.

Le Handelsblad publie un télégramme de Londres du 16 novembre, disant que lord Granville a déclaré catégoriquement à plusieurs agents diplomatiques, que l'Angleterre aurait plutôt recours aux armes que de souffrir que la neutralité de la mer Noire soit violée.

On dit qu'une colonne allemande forte de 1200 hommes a occupé Tergnier le 15, au soir.

Un détachement venant de Clermont, marche sur Montdidier.

Un moulin qui avait servi d'abri à des francs-tireurs, a été incendié par les Prussiens.

Londres, 16 novembre.

Le Times dit qu'il est impossible de reconnaître au czar le pouvoir de se libérer des obligations du traité.

Si la Russie a de bonnes raisons qu'elle les soumette à l'Europe mais si la Turquie insiste sur les stipulations du traité, l'Angleterre n'oubliera pas les obligations qui lui incombent.

Londres, 17 novembre.

Une dépêche de lord Granville à M. Buchanan, du 10, conteste complètement à la Russie le droit de s'emanciper des obligations du traité de 1856. Un tel procédé serait la destruction des conditions essentielles de tous les traités.

Le gouvernement de la reine a reçu la communication de Gortschacoff avec un profond regret car elle entame une discussion qui pourrait troubler l'entente cordiale que l'Angleterre a essayé d'entretenir avec la Russie.

Il est donc impossible pour le gouvernement de la reine de donner aucune sanction annoncée par Gortschacoff.

Si le gouvernement russe avait proposé à l'Angleterre et autres puissances signataires l'examen du traité pour savoir si le traité avait déjà été enfreint, si les termes pesent trop sévèrement sur la Russie ou si quelques stipulations ne sont plus nécessaires pour la protection de la Turquie, l'Angleterre aurait examiné la question; quoiqu'il aurait pu arriver de telles négociations au moins on aurait pu éviter les risques de complications futures et de précédents diplomatiques très-dangereux.

Constantinople, 16 novembre.

Une note de la Russie a été remise à la Porte ottomane le 15 courant. Le général Ignatieff est attendu demain.

CONVOI FUNÈBRE Les amis et connaissances de la famille DUBOIS, qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Madame FLORENCE BERNARD, veuve de M. ROMAIN DUBOIS, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir bien assister au convoi et service solennels qui auront lieu le vendredi 18 novembre 1870 à 9 heures 1/2 en l'église Saint-Martin. L'assemblée à la maison mortuaire rue de la Promenade.

CONVOI FUNÈBRE Les amis et connaissances de la famille TIBERGHIEU, époux de dame LEFEBVRE, qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Monsieur THÉOPHILE-BENRI TIBERGHIEU, décédé le 16 novembre 1870 sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir bien assister au convoi et services solennels qui auront lieu le vendredi 18 courant, à 9 heures, en l'église Notre-Dame. L'assemblée à la maison mortuaire, rue de la Redoute, 54.

Avis important aux familles des prisonniers de guerre.

Toutes les lettres reçues ou envoyées par les prisonniers sont soumises à la censure.

Il importe donc, pour assurer leur prompt arrivée, non seulement qu'elles ne renferment rien qui puisse éveiller l'attention de la police prussienne, mais encore qu'elles soient faciles à lire.

A cet effet, il faut qu'elles soient brèves, d'un style clair, et d'une écriture très-lisible.

L'expérience a montré que les lettres auxquelles manquait l'une de ces trois qualités, mises en réserve par les censeurs pour être lues à loisir, arrivent souvent après plusieurs semaines de retard.

Les commerçants des Etats neutres, qui ont des correspondants en Allemagne, obtiennent facilement par leur entremise des mandats de la poste, payables dans les lieux d'internement des prisonniers; c'est un des meilleurs moyens de leur faire parvenir de l'argent.

AVIS AU PUBLIC

Envoi des lettres à Paris.

Pour faire cesser le blocus moral et intellectuel dont les ennemis étirent à Paris, l'administration est décidée à faire tout le possible, et même l'impossible.

Le public est prévenu qu'il peut adresser à la préfecture de Tours, sous enveloppe affranchie, au nom de Alphonse Feillet, chargé de la direction de ce service postal exceptionnel, toutes les lettres à destination de Paris. Ces lettres, sur papier plure d'ignon, de petit format, doivent aussi être affranchies, selon les règlements ordinaires de la poste. On ne recevra aucune lettre chargée.

Par suite des circonstances difficiles où nous nous trouvons, du grand nombre de ces dépêches, et dans l'intérêt même de leur transmission, les dépêches seront irrégulières, et l'on ne peut répondre de leur arrivée à Paris.

Les divers moyens de communication que les citoyens, animés du bien public, pourraient imaginer et dont ils donneront connaissance à M. Feillet, seront tous l'objet d'une sérieuse attention et essayés s'ils paraissent pratiques. Mais on ne répondra pas à ceux qui les auront proposés, même, et peut-être surtout, si l'indépendance de leurs expédients inconvient. Pour la réussite de ces tentatives difficiles, le plus grand secret est nécessaire. Aussi l'administration demande avec instance à la presse française, de vouloir bien s'abstenir d'indiquer qu'on construit un ballon en tel endroit, qu'on en gonfle un autre en tel lieu que des pigeons sont partis. C'est le désigner d'avance à l'attention et aux attaques de nos ennemis. Plus tard, lorsque l'étranger aura été repoussé, l'administration dira au plus ce qu'elle aura essayé, pour le servir et rendre, à l'égard de ceux qui auront bien voulu l'aider dans sa tâche, témoignage de leurs bons efforts et de leurs bons conseils.

Prière est faite à ceux qui adresseront des communications, de mettre leur nom et leur adresse bien lisibles.

CHEMIN DE FER DU NORD.

DE LILLE A MOUSCON: Lille, dép., Matin: 5.30 - 7 h. - 8.30 - 9.55 - 11.05 - 12.30 - Soir: 2.20 - 4.30 - 5.30 - 7.55 - 10.30. Roubaix, dép., Matin: 5.47 - 7.18 - 8.48 - 10.13 - 11.23 - 12.48 - Soir: 2.38 - 4.48 - 5.48 - 8.13 - 10.47. Tourcoing, dép., Matin: 5.54 - 7.29 - 8.59 - 10.24 - 11.34 - 12.59 - Soir: 2.49 - 4.59 - 5.59 - 8.24 - 10.52. Mouscron, (heure belge) Arr. Matin: 6.10 - 7.45 - 9.16 - 10.40 - 11.50 - 1.15 - Soir: 3.05 - 5.45 - 6.15 - 8.40.

DE MOUSCON A LILLE: Mouscron (heure belge) dép. Matin: 7 h. - 8 h. - 9.30 - 11.05 - 12.05 - Soir: 1.40 - 3.21 - 5.53 - 7.10 - 9.10. Tourcoing, (heure belge) dép. Matin: 5.10 - 7.12 - 8.12 - 9.42 - 11.17 - 12.17 - Soir: 1.52 - 3.33 - 6.03 - 7.28 - 9.24. Roubaix, dép. Matin: 5.17 - 7.21 - 8.21 - 9.51 - 11.26 - 12.26 - Soir: 2.01 - 3.42 - 6.13 - 7.38 - 9.36. Lille, arr. Matin: 5.55 - 7.39 - 8.30 - 10.09 - 11.44 - 12.44 - Soir: 2.19 - 4.4 - 6.31 - 7.56 - 9.54.

ON DEMANDE

de suite des ouvriers TAILLEURS, pour façons, grandement payées. S'adresser rue St-Georges, 4, Grands Magasins de la Providence.

ONDEMANDE

Des ouvriers ferblantiers, chez M. Bonave-Delannoy, rue Nain.